



**HAL**  
open science

## Les responsa de Provence dans les études sur les minorités religieuses dans l'Europe médiévale

Nadezda Koryakina

► **To cite this version:**

Nadezda Koryakina. Les responsa de Provence dans les études sur les minorités religieuses dans l'Europe médiévale. *L'Écho des Carrières*. Bulletin de l'Association Culturelle des Juifs du Pape, 2012, 68, pp.5-13. hal-00749237

**HAL Id: hal-00749237**

**<https://hal.science/hal-00749237>**

Submitted on 7 Nov 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# < Les *responsa* de Provence dans les études sur les minorités religieuses dans l'Europe médiévale. >

< Nadezda Koryakina –AUTEUR >

---

<Dans cet article il s'agit de la recherche axée sur les *responsa* rabbiniques dans le cadre du projet RELMIN (« The Legal Status of Religious Minorities in the Euro-Mediterranean World (5<sup>th</sup> – 15<sup>th</sup> centuries) »)>

<This article deals with research based upon rabbinical *Responsa* being a part of RELMIN project (« The Legal Status of Religious Minorities in the Euro-Mediterranean World (5<sup>th</sup> – 15<sup>th</sup> centuries) »)>

\* \* \*

< Les observations ci-dessous<sup>1</sup> portent sur l'ensemble du projet RELMIN et sur un certain nombre de sources médiévales concernant les juifs de Provence.

Le statut juridique des minorités religieuses fait l'objet de recherche par des juristes, des historiens et des anthropologues. On se demande parfois pourquoi il est nécessaire de comprendre les rapports entre la majorité et les minorités à une époque où il n'existait pas encore de nations et de droit national et international au sens où nous entendons ces termes aujourd'hui. L'ensemble des textes qui constituent le statut légal d'un groupe d'individus et qui règlent les droits et les obligations des membres de ce groupe s'enracine dans les pratiques médiévales. C'est à l'évidence vers l'histoire qu'il faut se tourner pour étudier le statut juridique des minorités religieuses dans l'Europe médiévale.

La création d'un statut légal est le résultat du développement de relations sociales mutuelles. La majorité reconnaît une minorité en lui accordant un statut particulier dans la société. La minorité, à son tour, accepte la possibilité d'entretenir des relations avec le groupe dominant en créant la notion d' « autre » (*goy, nokhri* dans la tradition juive) et détermine des limites appropriées de contacts avec la société dominante.

La Maison des Sciences de l'Homme Ange-Guépin (Nantes) héberge un projet de cinq ans intitulé « Le statut légal des minorités religieuses dans l'espace euro-méditerranéen du cinquième au quinzième siècles ». Le projet RELMIN tâchera de rassembler, publier et étudier des textes légaux qui définissent le statut des minorités religieuses dans l'Europe pré-moderne. Le corpus de textes regroupe droit romain (en particulier les codes de Théodose et de Justinien), droit canon (*acta* de conseils ecclésiastiques, le *Décret* attribué à Gratien, les *Décrétales*), droit national ou royal (des codes barbares aux grandes compilations telles que les *Siete Partidas* d'Alphonse X), droit urbain (en particulier les *fueros* en Espagne chrétienne et les manuels de *hisba* en Andalus), *responsa* (avis des juristes juifs) des rabbins, collections de *fatwas*, etc. La base de données contiendra des textes en langues originales avec leur traduction en français et en anglais, ainsi qu'un commentaire et une bibliographie. Notre ambition est de créer un outil de recherche essentiel pour tout historien du droit des minorités et des relations interconfessionnelles.

---

<sup>1</sup> Les recherches menant aux présents résultats ont bénéficié d'un soutien financier du Conseil Européen de la Recherche sous le septième programme-cadre de l'Union européenne (7<sup>e</sup> PC/2007-2013) en vertu de la *convention de subvention* n° 249416.

Le premier but du projet est d'élaborer une base de données en ligne des lois chrétiennes et musulmanes concernant les minorités religieuses, ainsi que des textes de la loi juive sur les gentils. Mes propres recherches vont dans ce sens puisque je m'intéresse à la fois aux lois juives et au changement d'attitude des chrétiens envers les juifs au Moyen Âge.

Pourquoi est-il important de comprendre le statut légal des juifs à l'époque? Parce que l'expérience de coexistence et de partage dans le cadre de la société médiévale prouve qu'il existait un intérêt mutuel à une coopération, surtout dans le domaine économique. La majorité avait besoin d'avoir une minorité qui puisse se charger de fonctions spéciales considérées comme utiles et nécessaires à la société. Le respect de l'altérité ainsi qu'une crainte irrationnelle de l'autre apparaissent dans les documents qui fixent le statut juridique des minorités.

Pourquoi faut-il comprendre quels furent les mécanismes qui réglèrent la coexistence des différentes communautés dans le cadre de la société médiévale ? Non pas parce que ces lois nous éclairent sur la vie des juifs au Moyen Âge, car dans de nombreux cas nous ne savons pas si elles furent appliquées et que, dans d'autres, nous savons avec certitude qu'elles ne le furent pas.

Le statut légal des juifs peut être considéré comme un indicateur pour déterminer le développement de l'attitude des sociétés dominantes envers les juifs. Ces attitudes eurent des conséquences considérables sur la vie de cette minorité.

Pourquoi donc les juifs de Provence méritent-ils qu'on leur prête attention ? Premièrement, parce qu'ils représentaient un groupe spécial. Il y avait très peu de groupes sub-ethniques juifs en Europe occidentale médiévale qui n'étaient ni séfarades ni ashkénazes. Les juifs de Provence parlaient une langue locale qu'on appelle actuellement le judéo-provençal et avaient des pratiques et des traditions particulières.

Il s'agit de la Provence historique, c'est-à-dire d'une partie de la Provence actuelle et d'une partie du Languedoc. Les communautés juives qui habitaient dans cette région parlaient la même langue, ressentaient la même identité et étaient considérées comme un groupe sub-ethnique séparé.

Les juifs habitent en Provence depuis le 1<sup>er</sup> siècle de l'ère commune. Des vestiges archéologiques portant des images du chandelier à sept branches datent de la fin du 1<sup>er</sup> siècle. Des juifs habitant à Marseille au VI<sup>e</sup> siècle sont mentionnés dans le livre de Grégoire de Tours (6 :17).

Vers le XII<sup>e</sup> siècle, il y avait des communautés installées dans les villes de Marseille, Aix-en-Provence, Arles, Carpentras, Avignon, etc. Les juifs de Provence furent autorisés à posséder des terres et disposèrent d'autonomie dans la vie communautaire.

Les lois chrétiennes les plus anciennes, datées du début du quatrième siècle, essayaient de limiter les interactions entre les chrétiens et les juifs. Elles interdirent notamment le mariage et les relations sexuelles entre les deux communautés. Il était également interdit aux chrétiens de manger avec les juifs ou de leur demander les bénédictions. Aujourd'hui, nous considérons que le judaïsme et le christianisme sont des religions séparées. Les rabbins du Talmud faisaient cette distinction, considérant les chrétiens comme des gentils et non pas comme des hérétiques juifs. Cependant, dans les lois chrétiennes, les juifs étaient assimilés aux hérétiques chrétiens ou pire encore. Les autorités les perçurent non pas comme des étrangers mais plutôt comme des gens de l'intérieur, et donc comme une grave menace pour les fidèles chrétiens.

Les juifs de Provence avaient des pratiques et des traditions qui permettent de les distinguer d'autres communautés juives comme celles de l'Espagne, de la France ou des territoires allemands. D'une part, il est impossible d'exclure les juifs de Provence de la tradition médiévale juive influencée par les discours du Talmud et par les autorités des *gāō'nim* qui furent les chefs des académies juives de Babylone. D'autre part, il serait injuste de mépriser le caractère unique de ces communautés et leur identité particulière.

Selon son livre *Magen Avot*, R. Menahem ha-Meiri (1249-1316) de Perpignan fut guidé par les traditions héritées de ses ancêtres et maîtres de Carcassonne et de Narbonne d'où est originaire sa famille. Les mêmes pratiques furent partagées par les sages de Béziers, de Montpellier et d'autres juifs jusqu'aux frontières de la Provence historique. L'image unique de la culture juive en Provence fut créée en raison de l'approche ouverte et créative que les juifs avaient de la législation et grâce à la volonté qu'ils avaient de combiner les pratiques juives avec des usages locaux non-juifs dans les cas où il n'y avait pas d'instructions claires données par les autorités juives.

Les sources qui portent sur le statut juridique des juifs en Provence sont peu nombreuses. Tous les textes utilisables pour une telle recherche peuvent être divisés en deux groupes assez larges, i.e. les textes écrits par les auteurs juifs et ceux écrits par les non-juifs (en ce qui concerne l'histoire médiévale, dans la plupart des cas il s'agit de sources en langue latine).

Les textes juridiques latins méritent l'attention des historiens. On peut trouver aussi de nombreux documents dans les archives (comme les Archives des Bouches-du Rhône, par exemple) qui réglèrent les frictions entre les juifs et la population chrétienne : les registres royaux sur les privilèges et obligations des juifs, les commissions concernant les procès entre les juifs et les chrétiens, ainsi que les litiges des juifs traités devant les cours chrétiennes. Par ailleurs, ces textes sont assez bien étudiés.

Plusieurs documents en latin et en français portant sur les juifs de l'Europe méditerranéenne furent publiés par G. Saige<sup>2</sup>, J. Regné<sup>3</sup> et P. Vidal<sup>4</sup>. Leurs ouvrages se fondent sur des sources extérieures (fournies par la société chrétienne) y compris des ordonnances royales, des actes notariés etc. ; c'est seulement à la fin du livre de G. Saige qu'on trouve un extrait tiré de l'ouvrage *Minhat Kena'ot* de R. Abba Mari de Lunel (XIIIe-XIVe siècles) dans lequel il est question des impôts. Les livres de R. Emery<sup>5</sup> et de D. et C. Iancu contiennent plusieurs textes des sources latines sur différents aspects de l'histoire des juifs du Midi<sup>6</sup>. D'autres ouvrages portent sur diverses facettes de la vie communautaire<sup>7</sup>.

Finalement, il y a pas mal d'études sur l'histoire des juifs de Provence fondées sur les textes latins. Il faut que les documents hébraïques soient présentés aussi dans le cadre de la recherche pour donner une image complète de la vie des communautés juives de la Provence historique à l'époque médiévale.

Les textes écrits par les juifs du Midi, y compris les avis des juristes, les codes de *halakhah*, les contrats de mariage, les sources polémiques etc. commencent à attirer l'attention des chercheurs depuis le XVIIIe siècle<sup>8</sup>. Grâce à ce travail, plusieurs collections de *responsa* ont été

---

<sup>2</sup> G. Saige, *Les juifs du Languedoc antérieurement au XIVe siècle* (Paris : A. Picard, 1881), 388p.

<sup>3</sup> J. Regné, « Étude sur la condition des juifs de Narbonne du Ve au XIVe siècle », *Revue des études juives* LV (Paris: La Société des études juives, 1908), p. 1-36, LVIII (1909), p. 75-105, 200-225 ; LIX (1910), p. 59-89.

<sup>4</sup> P. Vidal, « Les juifs dans les anciens comtés de Roussillon et Cerdagne », *Revue des études juives* XV (Paris: La Société des études juives, 1887), p. 19-55, XVI(1888), p. 1-23, 170-203.

<sup>5</sup> R. Emery, *The Jews of Perpignan in the thirteenth century* (New York, 1959), 202 p.

<sup>6</sup> D. Iancu, *Être juif en Provence : au temps du roi René* (Paris : A. Michel, 1998), 198 p. ; D. Iancu, C. Iancu, *Les juifs du Midi : une histoire millénaire* (Avignon : A. Barthélémy, 1995), 351 p. ; D. Iancu, *Les Juifs en Provence 1475-1501 : De l'insertion à l'expulsion* (Marseille: A. Robert, 1981), 342 p. ; C. Iancu, D. Iancu, *Route du patrimoine juif du Midi de la France* (Avignon, 1992), 191 p.

<sup>7</sup> R. Busquet, « Les privilèges généraux et la conservation des privilèges des Juifs en Provence », *Études sur l'ancienne Provence, institutions et points d'histoire* (Paris, 1930), p. 114-131 ; N. Coulet, « Juifs et justice en Provence au XVe siècle. Un procès et un pogrom à Aix (1425 – 1430) », *Michaël IV* (Tel Aviv, 1976), p. 11-26 ; F. Chartrain, « Neuf cents créances des juifs du Buis (1327-1344). Première approche : les créancières », *Les juifs dans la Méditerranée médiévale et moderne. Actes des journées d'études du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine et du Centre d'études médiévales de l'université de Nice (Nice, 25-26 mai 1983)* (Nice, 1986), p. 11-24.

<sup>8</sup> D. Kaufmann, « Lettres de Scheschet b. Isaak b. Joseph Benveniste de Saragosse aux princes Kalonymos et Levi de Narbonne », *Revue des études juives* XXXIX (Paris: La Société des études juives, 1899), p. 62-75 ;

éditées et sont devenues disponibles pour la recherche. Les études régionales des historiens contemporains sont fondées sur la combinaison des sources latines et hébraïques. Cette approche a prouvé sa belle efficacité dans les travaux de B. Benedikt<sup>9</sup>, J. Shatzmiller<sup>10</sup> et Y. Assis<sup>11</sup>. Les ouvrages de Sh. Pick<sup>12</sup> et R. Ben Shalom<sup>13</sup> consistent en des études de la vie communautaire des juifs en Provence au Moyen Âge. Plusieurs documents notariaux ont été examinés par Juliette Sibon dans son livre sur les juifs de Marseille au XIV<sup>e</sup> siècle (Paris, 2011). La base de données RELMIN prévoit diverses possibilités pour une recherche comparative fondée sur l'analyse des différents contextes et logiques législatifs. Elle contient quelques centaines de textes portant sur les juifs. On a opéré une sélection parmi les textes législatifs juifs parus depuis le V<sup>e</sup> jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle : y figurent notamment la *Mishneh Torah* de Maïmonide, les *responsa* de celui-ci et plusieurs textes d'avis de juristes trouvés dans la base du projet *Responsa* de l'Université de Bar Ilan. Le travail n'est pas encore fini parce qu'il est prévu que plusieurs autres textes soient ajoutés à la collection.

Qui furent les sages juifs qui habitèrent en Provence et dans le Languedoc au Moyen Âge et dont plusieurs textes portant sur la vie des communautés nous sont parvenus ? Dans son livre *Seder ha-Kaballah*, R. Menahem ha-Meiri (1249-1316) fit trois listes de noms<sup>14</sup>. La première liste est intitulée « Les sages de Provence ». Là, il inclut, entre autres, R. Abraham Av Bet Din de Narbonne qui fut le chef de la cour et l'auteur de plusieurs *responsa* dont une partie nous est parvenue. Il n'oublia pas le fameux Rabad de Posquières (actuellement Vauvert en région Languedoc-Roussillon) qui polémiqua contre Maïmonide et fut connu comme l'un des juristes les plus respectés dans la tradition juive. R. Menahem mentionna aussi R. Zerahia ha-Levi, l'auteur de l'ouvrage *Minhat Kenaot* et qui participa à la polémique autour de l'interprétation allégorique de la Bible. Puis ha-Meiri fit une liste des sages de Narbonne dans laquelle il mentionna son propre maître, R. Isaac ha-Cohen, des disciples de Rabad de Posquières et une liste des sages de Béziers.

Comme le corpus de *responsa* est vaste, il fallait trouver des critères de sélection afin d'inclure les textes pertinents dans la base de données pour qu'elle soit complète et représentative. On a commencé par examiner les *responsa* contenant le mot « goy » qui renvoie à tous ceux qui ne

---

I. Levi, « Un recueil de Consultations inédites de rabbins de la France Méridionale », *ibid.*, p. 76-84 ; I. Levi, « La lutte entre Isaïe, fils d'Abba Mari, et Yohanan, fils de Matatia pour le rabbinat de la France, à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », *ibid.*, p. 85-94.

<sup>9</sup> B. Benedikt, *Merkaz ha-Torah be-Provence* (Jérusalem, 1985), 359 p.

<sup>10</sup> J. Shatzmiller, *Jews, medicine, and medieval society* (Berkeley: University of California Press, 1994), 241 p. ; J. Shatzmiller, *Médecine et justice en Provence médiévale : documents de Manosque, 1262-1348* (Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence, 1989), 285 p. ; J. Shatzmiller, *Recherches sur la communauté juive de Manosque au Moyen Âge, 1241-1329* (Paris : Mouton, 1973), 183 p.

<sup>11</sup> Y. Assis, *The golden age of Aragonese Jewry: community and society in the Crown of Aragon, 1213-1327* (London : Littman Library of Jewish Civilization, 1997), 400 p.

<sup>12</sup> S. Pick, *The Jewish communities of Provence before the expulsion in 1306* (Ramat Gan, 1996).

<sup>13</sup> R. Ben-Shalom, « The Jewish Community in Arles - Ben Sheshet's Responsum 266 as an Historical Source », *Michael*, XII (1991), p. 9-41 (en hébreu).

<sup>14</sup> M. Meiri, *Seder ha-Kabbalah* (Jérusalem, 2006), p. 137-138.

sont pas adeptes du judaïsme pour voir si la présence d'un non-juif a pu changer la législation juive, les usages communautaires ou les démarches législatives envers les juifs.

Le développement ultérieur du projet a montré qu'il fallait élargir le champ de recherche en ajoutant d'autres mots-clés : ceux qui définissent un chrétien (*notzri*), les musulmans (*išma'e'l*), les autres religions (*'avdei kokhavim*), les étrangers dans un sens plus général y compris l'appartenance religieuse (*nokhri*), les esclaves étrangers (*eved kena'ani*), etc.

Parmi les textes insérés dans la base de données dans le cadre du projet RELMIN il y a quelque dizaines de *responsa* qui mentionnent les juifs de Provence ou qui leur sont adressées. D'une part, les *responsa* comme source d'histoire furent un moyen efficace par lequel plusieurs communautés juives au Moyen Âge nouaient des liens avec des écoles importantes de la tradition juive. Ces consultations rabbiniques contiennent des informations sur les usages, rites et traditions des juifs. Ces textes nous permettent d'éclaircir des aspects de la vie quotidienne qui sont très rarement reflétés par les sources juridiques officielles.

Dans plusieurs cas, nous ne connaissons pas les dates précises des *responsa* écrits par les rabbins provençaux ; très souvent nous ignorons dans quels lieux ils furent écrits, à quelles personnes ils furent adressés. On ignore aussi souvent les noms des personnages mentionnés dans ces textes, parce qu'ils se cachent sous des noms symboliques comme Reuben, Shimon et Levy qui remplacèrent les participants historiques des événements décrits dans les *responsa*. De plus, les textes disponibles aujourd'hui ne sont pas les mêmes textes de consultations rabbiniques qui avaient été écrits au Moyen Âge. Les copistes faisaient omettre les négociations qui se trouvèrent dans les textes originaux de réponses et ne faisaient subsister que les conclusions. Concernant les réponses écrites par des rabbins provençaux, nous ne possédons pas de collections de *responsa* regroupées en elles-mêmes.

D'autre part, ces vestiges de la correspondance rabbiniques sont assez nombreux et ils décrivent la vie communautaires des juifs de Provence mieux que les documents latins qui, dans la plupart des cas, sont issues de la vie extérieure et donnent une image des juifs créée par des non-juifs qui porte des trace d'hostilité, de préjugés et qui manque d'information sur des aspects très importants de la vie communautaire interne, parce que ce mode de vie était réglé par la tradition juive, par les lois du judaïsme et par les usages quotidiens locaux. On trouve beaucoup d'informations sur ce sujet dans les textes de réponses rabbiniques.

Parmi les thématiques traitées pendant notre travail sur la base de données figurent le droit de la famille, les questions alimentaires, les lieux de culte, les peines et châtiments, le commerce, les esclaves et domestiques, les conversions, les conflits de lois et de juridiction.

L'existence des *responsa* se justifie par les besoins fondamentaux des communautés qui essayaient de résoudre les problèmes qui apparurent lorsqu'on voulut appliquer les lois du judaïsme créées jadis à la vie quotidienne ; on trouva une solution par le truchement des autorités juridiques juives représentées par des rabbins assez connus à l'époque.

En ce qui concerne les sources en hébreu sur ce sujet, il est à noter qu'on trouve assez peu de textes juridiques proprement dits. Comme les communautés juives médiévales de Provence ont disparu, on ne possède pas d'archives de ces documents. Tout ce qui est disponible c'est l'héritage des écrits préservés dans les collections qui appartiennent aux autres communautés. Ces collections datent de périodes plus tardives. Les textes attribués aux auteurs provençaux qui y sont conservés ont été sélectionnés, recopiés et modifiés plus tard par de nombreux éditeurs qui les ont choisis en fonction de leurs besoins. Cela signifie qu'un nombre considérable de textes est perdu, car ils n'ont plus attiré l'attention des juristes.

Voici à présent quelques exemples des informations sur les rapports entre juifs et non-juifs en Provence et dans le Languedoc aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles qu'on peut tirer de la base de données RELMIN. Le dépouillement des sources n'est pas encore fini et plusieurs textes sont en cours de préparation, mais il est déjà possible de comprendre les domaines thématiques et la répartition des textes entre chacun d'eux dans la base de données.

Dans la plupart des réponses rabbiniques portant sur les relations entre juifs et non-juifs il est question des lois alimentaires. L'importance de la cacherout dans le judaïsme y est bien détaillée : plusieurs règles concernent les aliments et les moyens de préparer la nourriture ainsi que les restrictions relatives à la participation des non-juifs dans la production et la préparation des aliments. Le plus grand groupe de textes porte sur la vinification et sur l'utilisation du travail des

non-juifs au cours de la production du vin. La question de la vente de vin juif à des non-juifs et celle du commerce du vin produit par les non-juifs ont aussi été prises en considération. L'interdiction concernant le vin des gentils est ancienne. Le fait de s'abstenir du vin produit par les non-juifs est évoqué pour la première fois dans les textes juifs de la période du Second Temple (516 av. n.è. - 70 n.è.) Les autorités rabbiniques distinguèrent deux interdictions différentes : la première est contre *yayin nesekh* qui est le vin offert en offrande. Le penchant supposé des gentils pour l'idolâtrie rendit le vin des gentils interdit ainsi que le vin des juifs qui avait seulement été touché par un gentil. La seconde interdiction fut lancée contre le vin des gentils non utilisé dans le domaine rituel mais qui pouvait mener à des relations étroites entre les juifs et les gentils (*stam yeinam*).

Au cours de la période gaonique (VIe-XIe siècles), il y eut un débat pour déterminer si le vin touché par les musulmans était interdit. Maïmonide permit aux juifs de tirer profit du vin produit par les juifs et manipulé par les musulmans, mais il interdit de le boire ou de l'utiliser en cuisine [*Mishneh Torah, Maakhalot Asurot* (Les aliments interdits), 11:7]. D'après Rashi, à son époque les gentils n'offraient plus de vin en offrande, donc il y avait quelques rabbins qui étaient disposés à permettre de tirer profit du vin juif touché par des gentils. Les rabbins de Provence adoptèrent une attitude plus rigoureuse en interdisant toute utilisation de ce vin. R. Abraham ben R. Nathan de Lunel rapporte que dans quelque communautés d'Espagne les juifs n'attachèrent aucune importance à ce que leur vin soit manipulé par les musulmans et qu'ils achetèrent même le vin des vendeurs gentils [*Sefer ha-Manhig, Halakhot yayin nesekh* (Warsaw, 1885)]. Les *responsa* reflètent l'intention des rabbins de Provence de limiter autant que possible la participation des gentils à la vinification. Cela illustre la tendance persistante des rabbins à faire appliquer la Halakha concernant la production et la vente de vin de manière très stricte. L'autre question importante fut la traite ainsi que la production et le transport du fromage. Il fut permis d'engager des travailleurs non-juifs pour la traite, sous surveillance des juifs, mais les produits laitiers fabriqués par des non-juifs furent interdits. Il fut défendu de manger des fromages produits par des non-juifs, mais il fut permis d'utiliser des agents non-juifs pour transporter le fromage produit par des juifs en prenant les précautions nécessaires. Le thème de l'usure fut traité aussi dans les réponses rabbiniques. La loi juive favorise l'octroi de prêts parmi les juifs s'ils ne comportent pas d'intérêt. Il fut permis aux juifs de prêter aux gentils avec intérêt, mais le prêt aux juifs avec intérêt fut strictement interdit. Les textes qui se trouvent dans la base de données RELMIN reflètent les tentatives faites pour éviter l'interdiction : il s'agissait d'utiliser un intermédiaire qui prenait le gage comme si c'était lui qui prêtait avec intérêt.

Les textes qui ont été dépouillés pendant le travail sur la base de données RELMIN portent sur le changement de statut des juifs convertis au christianisme et sur l'attitude des communautés juives envers les convertis.

Les *responsa* nous permettent d'examiner les contacts entre les diverses communautés juives et de noter les différences entre les usages en Provence, dans le Languedoc et en Catalogne. C'est une opportunité très importante pour définir le caractère spécifique des traditions juives en Provence historique (comme, par exemple, l'usage de contraindre le débiteur à payer sa dette dans le cas du prêt à durée non limitée : il ne s'est pas répandu à Narbonne mais existait en Espagne).

Les communautés juives furent relativement ouvertes aux contacts avec la société chrétienne ainsi qu'à l'influence de celle-ci. La soumission aux autorités politiques et judiciaires de la société dominante était prévue par le système juridique juif.

Lorsque l'État souverain des juifs existait encore ainsi que le Temple de Jérusalem, le pouvoir législatif et judiciaire était administré par le Sanhedrin. Après la disparition du Temple de Jérusalem et quand le chef du Sanhedrin eut perdu son statut au profit des dirigeants des grandes académies de Babylonie, les juifs ne possédèrent plus le droit d'infliger des peines en matière de droit criminel.

Le projet RELMIN favorise la recherche sur les *responsa* rabbiniques comme une source importante d'histoire et du droit médiéval et permet de collecter des textes relevant de cette recherche dans un format confortable et représentatif.

Le développement de la base de données qui contient des textes légaux portant sur les sociétés différentes rend possible ou facilite l'étude sur des pratiques semblables et des influences culturelles (comme l'influence du droit romain sur les usages des juifs, par exemple,) et permet de comprendre les logiques et suivre l'histoire des sociétés dans l'Europe prémoderne.

>

<Nadezda Koryakina-AUTEUR>

< Nadezda Koryakina est née le 21 novembre 1980 en Russie. Elle a étudié l'Histoire à l'université de Moscou, elle obtint son Master sur les Responsa rabbiniques de Provence et du Languedoc à l'université de Jérusalem en 2003-2004. Elle devint ensuite docteur à l'université de Moscou en 2008. Elle a travaillé au sein du centre pour l'Education juive pour qui elle a fait des études de terrain en Israël en parallèle de ses propres recherches, et a participé à la base de données des inscriptions funéraires Karaïte. Elle rejoint l'équipe Relmin en tant que post-doctorante pour étudier les textes légaux concernant les communautés juives dans l'Ouest méditerranéen. >

**(Si le texte intégral est en français, ajouter à la fin<sup>15</sup> :)**

Cette publication est réalisée dans le cadre du projet de recherche RELMIN « Le statut légal des minorités religieuses dans l'espace Euro-méditerranéen (V<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècles) »

La recherche qui a abouti à cette publication a été financée par le Conseil européen de la recherche sous le septième programme cadre de l'Union Européenne (FP7/2007-2013) / ERC contrat n°249416.

**(If the article is in English, add at the end 1:)**

This publication is part of the research project RELMIN ““The Legal Status of Religious Minorities in the Euro-Mediterranean World (5<sup>th</sup> – 15<sup>th</sup> centuries)”

The research leading to this publication has received funding from the European Research Council under the European Union's Seventh Framework Programme (FP7/2007-2013) /ERC grant agreement n°249416.

---

<sup>15</sup> Supprimer le texte entre parenthèses